



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/NGO/43
1er février 2000

FRANÇAIS*
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 8 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DANS
LES TERRITOIRES ARABES OCCUPÉS, Y COMPRIS LA PALESTINE

Exposé écrit présenté par Pax Christi International, Mouvement
international catholique pour la paix, organisation non gouvernementale
dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[30 décembre 1999]

* Traduction fournie par l'auteur de l'exposé.

1. Le 8 novembre 1999, les derniers entretiens devant mener au statut définitif des territoires palestiniens ont eu lieu entre négociateurs israéliens et palestiniens. La date limite de ces négociations a été fixée au 13 septembre 2000, pour le septième anniversaire des accords d'Oslo. Les deux parties espèrent déjà conclure un accord préliminaire en février 2000.

2. Une des difficultés majeures auxquelles se heurtent ces entretiens est le statut de la ville de Jérusalem. En 1967, Israël a occupé la partie orientale arabe de Jérusalem, ainsi que l'ensemble de la rive occidentale du Jourdain. Pour Israël, Jérusalem est la ville unifiée et éternelle. Il réclame le pouvoir sur l'ensemble de la ville. Les Palestiniens veulent avoir la partie orientale de la ville comme capitale de l'Etat palestinien. La communauté internationale et Pax Christi international n'acceptent pas les revendications d'Israël sur Jérusalem. Nous souhaiterions recommander à la Commission des droits de l'homme de l'ONU de soutenir les parties concernées dans le processus pour qu'elles trouvent un compromis et prennent en considération les éléments suivants:

3. L'avenir de Jérusalem dépend de ses deux dimensions, religieuse et politique. Au niveau politique, deux nationalités, israélienne et palestinienne, sont présentes et ont des droits politiques sur la ville. Au niveau religieux: trois religions, le Judaïsme, le Christianisme et l'Islam ont des droits religieux et elles exigent des entités politiques que soit garantie la liberté religieuse, pour tous les croyants, des communautés locales ou du monde entier. Accepter une exclusivité, qu'elle soit politique ou religieuse, nuira à l'identité et à l'harmonie de la ville pour tous ceux qui sont concernés, tous ses fils et ses filles. Jérusalem ne peut être, ni simplement israélienne ou simplement palestinienne, ni simplement musulmane ou chrétienne ou juive. Elle devrait être partagée entre tous.

4. Dans le passé, à toutes les époques, Jérusalem a été aux mains d'une puissance politique appartenant à une religion ou soutenue par une religion. En conséquence, la ville fut toujours un objet de conflit. Une situation d'exclusivité entretient les guerres et l'hostilité, aujourd'hui comme demain et comme cela a eu lieu dans le passé. Pour en arriver à une situation stable de paix, chacun de ses enfants, les Israéliens et les Palestiniens, les Juifs, les Chrétiens et les Musulmans, devraient se sentir chez eux et devraient jouir de la même liberté et des mêmes droits et devoirs. Personne ne devrait se sentir comme un invité ou un étranger dans sa propre ville.

5. Etant donné les cinq composantes essentielles de Jérusalem d'aujourd'hui, deux nationalités et trois religions, cela signifie-t-il que Jérusalem doit être encore divisée ? Actuellement Jérusalem, en dépit de son unification politique, est partagée entre deux populations, toujours profondément séparées par le conflit, présent dans les faits et dans les coeurs des deux populations, juive et palestinienne. La question qui se pose maintenant est plutôt: Comment réunifier la ville ? La réponse : "En reconnaissant les droits propres à chacun. Même divisée politiquement, la ville sera réunifiée. La partie israélienne sera israélienne et capitale d'Israël, la partie palestinienne sera palestinienne et capitale pour la Palestine. La partie comprenant les Lieux saints devrait bénéficier d'un arrangement spécial convenu entre les deux entités politiques et les trois religions. Diviser Jérusalem afin de la réunifier est désormais nécessaire pour pouvoir arriver à la paix et à la réconciliation entre les deux peuples et les trois religions.

6. Compte tenu de son importance universelle et religieuse, Jérusalem exige un statut spécial. Le principe de base est le suivant: donner à Jérusalem une situation définitivement stable, de sorte qu'elle ne demeure plus ou ne redevienne pas une source de guerre entre les peuples et les religions. Pour cela, on doit prendre en considération les cinq composantes de la ville (trois religions et deux peuples), leur donner satisfaction et garantir le respect dû aux différences nationales ou religieuses.

7. L'importance universelle de Jérusalem justifie que la communauté internationale, y compris la Commission des droits de l'homme de l'ONU, s'engage à assurer la stabilité et la permanence de ce statut. Jérusalem est trop précieuse pour dépendre seulement des autorités politiques nationales ou municipales, quelle qu'elles soient. L'expérience prouve qu'une garantie internationale est nécessaire. Jérusalem a besoin d'un statut unique qui la distinguera de toutes les villes du monde et la mettra au-dessus des problèmes de sécurité. Ce statut spécial local donné à Jérusalem devrait avoir l'appui et les garanties de la communauté internationale.

8. Jérusalem devrait rester ouverte à tous sans aucune exception. Le système de la sécurité devrait s'adapter à cette priorité. Jérusalem est d'abord une capitale spirituelle pour les trois religions, non seulement pour des croyants venant de partout dans le monde, mais également pour ces croyants qui sont palestiniens et habitent près de Jérusalem.

9. La religion ne peut pas être un agent de guerre. La véritable religion est une invitation à la réconciliation, au respect mutuel et à l'amour. Cet effort pour reconnaître et accepter l'autre devrait mener tous les croyants des trois confessions à un idéal commun de sainteté. C'est seulement à ce niveau profond de sainteté que l'unité de la ville pourrait être établie. Cet effort religieux vers le fondement de la religion qui est sainteté et relation des hommes avec Dieu et les uns avec les autres devrait inspirer toutes les dispositions politiques prises par tous les chefs politiques dans Jérusalem.

10. En s'efforçant sans relâche d'essayer d'obtenir une transition paisible dans laquelle les droits de tous les peuples de la région pourraient être respectés, Pax Christi International espère que les chefs politiques sauront prendre les décisions difficiles mais nécessaires. Nous sommes naturellement heureux que les entretiens définitifs entre les Israéliens et les Palestiniens aient lieu. Pax Christi International offre à tous les chefs impliqués dans le processus son appui pour saisir l'occasion actuelle afin d'apporter une paix définitive et juste dans le secteur. Depuis longtemps, les peuples de la région ont recherché une telle paix.
